

La presse régionale évoque aujourd'hui la crainte de voir supprimer 103 postes à la Société Générale sur Nancy.

C'est un sujet encore bien plus grave que cela puisque cette grande banque va supprimer 2500 emplois en France à l'horizon 2020, soit plus d'un emploi par jour dans les 4 ans qui viennent. C'est bien que la presse s'empare de ce sujet aujourd'hui, ça aurait peut-être été mieux si elle avait repris le communiqué de presse que j'avais transmis en avril 2016. Régulièrement il se passe que je travaille en tant que député mais la presse ne relaie rien de mon action, j'avais même été jusqu'à alerter le 1er Ministre. Je vous invite à lire l'article que j'avais d'ailleurs posté sur ce site le 7 avril 2016 :

[Publication du 7 avril 2016 sur ce site.](#)

Le 5 août 2015 la Direction de la Société Générale avait annoncé un plan d'économie de 850 Millions d'euros sur 2 ans. En supprimant une agence sur cinq à l'horizon 2020 et 2550 postes, puis dans une deuxième étape en supprimant les services administratifs : les pôles services clients. Parmi ces fermetures, Nancy.

Un petit rappel, la Société Générale a fait 25,6 Milliards d'euros de produits nets bancaires en 2015, un résultat net de 4 Milliards d'euros, les dividendes versées aux actionnaires en 2016 sur le résultat 2015 sont de 1,612 Milliards d'euros !

La Société Générale a bénéficié de 38 Millions d'euros de CICE, et l'actualité récente a démontré qu'elle est présente dans les paradis fiscaux.

Lors de sa visite à Nancy, mercredi prochain, Benoît Hamon rencontrera les délégués syndicaux de la Société Générale.

[La Société Générale](#)

jeudi 7 avril 2016 12:58

La semaine dernière, j'alertais le Premier Ministre au sujet des dérives de la Société Générale. En effet, j'ai tenu à mettre en évidence les pratiques scandaleuses de cette entreprise bancaire qui, très peu gênée par les contradictions, profite de l'argent public tout en détruisant des emplois et favorisant l'évasion fiscale. En effet, malgré les 38 millions d'euros de subventions reçues au titre du crédit compétitivité emploi (CICE), elle annonçait des suppressions de postes massives. Avec cette stratégie, qui prévoit d'ici 2020 la fermeture de 400 agences et de 6 centres administratifs, la fermeture du centre de Nancy et la suppression de ses 114 emplois aura des conséquences sociales désastreuses pour les salariés et leurs familles, ainsi que pour l'attractivité économique du territoire. Etonnamment, cette politique drastique de réduction des coûts, en ce qui concerne le personnel, n'a pas empêché la banque de distribuer cette année 1612 millions d'euros à ses actionnaires.

Le manque de déontologie de cette entreprise a déjà été mis en évidence au cours des dernières années, à de nombreuses reprises au gré de différents scandales suscités par

l'affaire Kerviel. Dans cette affaire, cette vertueuse entreprise nie systématiquement toute responsabilité dans ses erreurs, préférant imputer tous ses déboires à la faute d'un seul homme. Aujourd'hui, la mauvaise foi qui règne au sein de l'exécutif de cette banque prend un sens nouveau, au regard des révélations faites dans le cadre de l'affaire dite « Panama Papers ». Basée sur la fuite de documents confidentiels issus de la firme panaméenne Mossack Fonseca, celle-ci met à jour un vaste système de fraude fiscale qui a permis, via cette firme, la création de sociétés offshores dédiées à l'évasion fiscale ou au blanchiment d'argent.

Au cœur du vaste système frauduleux impliquant la firme Mossack Fonseca, il semblerait que la Société Générale ait créé, pour le compte de ses clients fortunés, 979 sociétés offshores. Cette performance place ainsi la banque française dans les principaux clients de la firme panaméenne. Cette nouvelle affaire vient, une fois de plus, mettre en lumière les pratiques occultes de cette entreprise.

Ainsi, outre le fait de profiter de subventions publiques en détruisant des emplois sans que cela ne pose le moindre problème de conscience, la banque française se livre à des pratiques frauduleuses, entre optimisation et évasion fiscale. Les révélations de l'affaire « Panama Papers » viennent ainsi appuyer et renforcer les conclusions de trois ONG (CCFD-Terre Solidaire, Oxfam France et Secours Catholique-Caritas France, en partenariat avec la Plateforme Paradis fiscaux et judiciaires), qui ont déjà mis en lumière les activités lucratives de la banque au sein des paradis fiscaux, et dont je me suis fait l'écho auprès du premier ministre.

Exemptes de remords, des entreprises comme la Société générale font preuve d'une curieuse forme de moralité, qui varie et s'adapte en fonction des clients et des profits. Ainsi, ne voient-elles pas la contradiction qu'il y a à profiter de subventions publiques, tout en favorisant l'évasion et l'escamotage fiscal vers l'étranger des comptes de leurs clients les plus fortunés. Cette affaire démontre bien une fois de plus l'opacité du système bancaire et le cynisme de certaines entreprises qui, dans un total mépris des règles du jeu, ne sont pas vraiment gênées lorsqu'il s'agit de confisquer les richesses et détruire les emplois.

Hervé Féron
